



**NATIONS
UNIES**

EP

UNEP(DEPI)/MED IG.22/Inf.5



PNUE



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

21 décembre 2015

Français

Original: Anglais

19^{ème} Réunion ordinaire des Parties contractantes à
la Convention pour la protection du milieu marin
et du littoral de la Méditerranée et ses Protocoles

Athènes, Grèce, 9-12 février 2016

Points 3 & 6.1 de l'ordre du jour :

Décisions thématiques, Rapport sur les travaux menés dans le cadre du PNUE/PAM depuis la CdP18

Rapport de la 16^{ème} réunion de la CMDD

Pour des raisons d'économie, ce document est imprimé en nombre limité et ne sera pas distribué pendant la réunion. Les délégués sont priés de se munir de leur copie et de ne pas demander de copies supplémentaires.



NATIONS
UNIES

EP

UNEP(DEPI)/MED WG.416/8



PNUE



PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE

10 août 2015
Français
Original: Anglais

16^{ème} Réunion de la Commission Méditerranéenne de Développement Durable

Marrakech, Maroc, 9-11 juin 2015

Rapport de la 16^{ème} Réunion de la Commission Méditerranéenne de Développement Durable

Pour des raisons d'économie, ce document est imprimé en nombre limité et ne sera pas distribué pendant la réunion. Les délégués sont priés de se munir de leur copie et de ne pas demander de copies supplémentaires.

Introduction

1. La 16^{ème} réunion de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD) s'est tenue du 9 au 11 juin 2015 à Marrakech, où elle a été reçue par le Gouvernement du Royaume du Maroc en collaboration avec le Secrétariat du Plan d'action pour la Méditerranée/ Convention de Barcelone (PNUE/PAM) et le Centre d'activité régional Plan Bleu.

Participants

2. La liste des participants figure à l'Annexe 1.

I. Ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

3. La réunion a été ouverte par Mme Marguerite Camilleri, ex-Présidente du Comité de pilotage de la CMDD, élue lors de sa 15^{ème} session, qui s'est déroulée à Floriana, Malte, en 2013.
4. Les allocutions de bienvenue ont été prononcées par M. Rachid Firadi, représentant du Gouvernement du Royaume du Maroc, et M. Gaetano Leone, Coordonnateur du PAM/PNUE. Ces allocutions figurent à l'Annexe 2.
5. Une allocution liminaire a été prononcée par Mme Maryam Niamir-Fuller, Conseillère spéciale auprès du Directeur exécutif du PNUE sur les ODD et l'Agenda Post-2015. L'intégralité de cette allocution figure à l'Annexe 2.
6. Conformément au règlement de la CMDD, au début de la première séance de chaque réunion, la Commission a élu les membres suivants à son Comité de pilotage:
 - Maroc (Présidence, représenté par M. Rachid Firadi pendant la réunion)
 - Centre pour l'environnement et le développement pour la région arabe et l'Europe (CEDARE) (Vice-Présidence, représenté par M. Khaled M. Abu Zeid pendant la réunion)
 - Croatie (Vice-Présidence, représentée par Mme Branka Pivcevic Novak pendant la réunion)
 - Grèce (Vice-Présidence, représentée par M. Nicholas Mantzaris pendant la réunion)
 - Malte (Vice-Présidence, représenté par Mme Marguerite Camilleri pendant la réunion)
 - MEDCITÉS (Vice-Présidence, représentée par Mme Konstantia Nikopoulou pendant la réunion)
 - Office méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE) (Rapporteur, représenté par Mme Anastasia Roniotes pendant la réunion)

II. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (Point 2 de l'ordre du jour)

7. La Commission a examiné l'ordre du jour provisoire préparé par le Secrétariat et figurant dans le document PNUE(DEPI)/MED WG.416/1. M. Gaetano Leone, Coordonnateur du PNUE/PAM a informé les participants que dans le cadre du point 6 de l'ordre du jour, Mme Sandrine Bannwarth, Cheffe du bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies au Maroc remplacerait Mme Maryam Niamir-Fuller pour la présentation sur le processus mondial de fixation des Objectifs de développement durable. La Commission a adopté l'ordre du jour (Annexe 3).

III. Avancées dans l'application des recommandations de la 15^{ème} réunion de la CMDD (point 3 de l'ordre du jour)

8. M. Gaetano Leone, Coordonnateur du PNUE/PAM, a exposé les avancées dans l'application des recommandations convenues lors de la 15^{ème} réunion de la CMDD.
9. Les membres de la CMDD ont pris note des progrès réalisés dans l'application des recommandations.

IV. La Stratégie méditerranéenne pour le développement durable révisée (point 4 de l'ordre du jour)

10. Le document de travail correspondant à ce point de l'ordre du jour, UNEP(DEPI)/MED WG.416/3, "Projet de Stratégie méditerranéenne pour le développement durable 2016-2025" a été présenté par M. Gaetano Leone, Coordonnateur du PNUE/PAM.
11. M. Abdellah Srour, Secrétaire exécutif, Commission générale des pêches pour la Méditerranée, CGPM, a fait une déclaration sur le développement durable et les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Le texte intégral de sa déclaration figure à l'Annexe 2.
12. Les membres de la CMDD et des observateurs se sont félicités du projet de SMDD, ont validé la structure et le contenu proposés, et ont salué le travail effectué par la Présidence du Comité de pilotage de la CMDD, de l'Unité de coordination du PNUE/PAM et de Plan Bleu.
13. Ils ont salué le processus de préparation du projet de SMDD pour son inclusivité, et la qualité du document pour son aspect novateur, son ambition et son exhaustivité. Les discussions ont conduit à un certain nombre de modifications qui seront reflétées dans le projet final du document.
14. Les discussions sur le Projet de Stratégie méditerranéenne pour le développement durable 2016-2025 ont suivi la chronologie des chapitres du projet de SMDD:
 - i. Introduction et contexte
 - ii. Stratégie méditerranéenne pour le développement durable: Objectifs, orientations stratégiques et actions
 - Assurer un développement durable des zones côtières et marines
 - Promouvoir la gestion des ressources, la production et la sécurité alimentaires par des formes durables de développement rural
 - Planifier et gérer des villes durables en Méditerranée
 - Aborder le changement climatique comme une question prioritaire pour la Méditerranée
 - Transition vers une économie bleue et verte
 - Gouvernance en soutien au développement durable
 - iii. Assurer la mise en œuvre et la surveillance de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable
 - Structures institutionnelles et processus d'application
 - Financement de l'application de la Stratégie
 - Surveillance du mécanisme et des indicateurs de la Stratégie
15. La Commission a demandé au Secrétariat de:
 - Préparer un résumé exécutif de quatre pages pour les décideurs afin de faciliter une communication plus large de la Stratégie et l'adjointre au projet de décision et à la Stratégie pour la CdP19, en vue d'approbation;

- Inclure dans le chapitre d'introduction une référence aux préoccupations issues des difficultés socio-économiques et politiques actuelles et émergentes, et de leurs impacts;
 - Supprimer, dans le document, les références à la SMDD "révisée" et la nommer Stratégie méditerranéenne pour le développement durable 2016-2025;
 - Introduire, le cas échéant, des références aux initiatives de niveau macro-régional, telles que la Stratégie de l'Union européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR);
 - Assurer l'harmonisation terminologique et linguistique du document;
 - Inclure le prix "Ville respectueuse de l'environnement", lancé par la CdP18 (Déclaration d'Istanbul) en tant qu'initiative phare de l'Objectif 3;
 - Reformuler l'action 4.1.2. comme suit: "Évaluer, communiquer, protéger et améliorer la capacité d'adaptation au changement climatique des écosystèmes comme les côtes et les zones humides, ainsi que leurs potentiels d'atténuation, comme dans le cas des zones forestières et marines", à l'aide de l'indicateur correspondant, "Nombre d'évaluations communiquées";
 - Supprimer l'initiative phare 4.3.4. et introduire au paragraphe 3.2. une nouvelle initiative phare 7.3.3. sous le titre "Créer un établissement d'investissement pour la mise en œuvre du développement durable en Méditerranée, impliquant des institutions financières internationales, des banques de développement, l'Union européenne et des agences bilatérales donatrices";
 - Supprimer provisoirement la phrase de la section de présentation associée à l'orientation stratégique 4.4. concernant la cible de doublement du taux régional d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030, en vue d'évaluer le bien-fondé de la cible après l'agrément officiel de l'ODD en septembre 2015;
 - Introduire la possibilité de synergies avec d'autres exigences dans les rapports sur le développement durable, telles que celles figurant dans l'actuel Avant-projet de document final du Sommet des Nations Unies sur les ODD;
 - Supprimer l'action 7.1.4.;
 - Reformuler l'action 7.2.4 comme suit "Entreprendre une évaluation participative de la SMDD à mi-parcours, sur la base des cinq premières années de données, en ce qui concerne son application et à l'aide des indicateurs associés aux actions, ainsi que du tableau de bord proposé pour les indicateurs de durabilité.";
 - Introduire des références aux initiatives de responsabilité sociale des entreprises dans la section sur le "Financement de l'application de la Stratégie";
 - Inclure une nouvelle action (7.3.4) intitulée: "Encourager le secteur privé à interférer avec la société civile et favoriser une plus grande responsabilité sociale des entreprises" et formuler les indicateurs correspondant.
16. La CMDD a validé la SMDD en vue de sa présentation ultérieure aux Points focaux du PAM et à la CdP19, et a chargé à cette fin le Secrétariat d'introduire comme il se doit les recommandations et commentaires ci-dessus en lien avec le Président du Comité de pilotage.

V. Réforme de la Commission méditerranéenne du développement durable (point 5 de l'ordre du jour)

17. Le document de travail pour ce point de l'ordre du jour, UNEP(DEPI)/MED WG.416/4, "Document de travail sur la réforme de la Commission méditerranéenne du développement durable" a été présenté par M. Gaetano Leone, Coordonnateur du PAM/PNUE.
18. De plus, the document de travail UNEP(DEPI)/MED WG.416/5 "Proposition du Secrétariat sur le processus d'examen par les pairs" a été présenté par M. Hugues Ravenel, Directeur de Plan Bleu.
19. La Commission a convenu des recommandations et points suivants à l'issue des discussions:
 - Le mandat de la CMDD, tel que convenu à Almeria est raisonnable et n'a pas besoin d'être lourdement modifié. À cet égard, il est recommandé, premièrement, de renforcer le premier élément du mandat d'Almeria concernant l'aide aux politiques nationales et régionales de développement durable, en remplaçant "y compris" dans la deuxième clause par "particulièrement". Ceci renforcerait le pouvoir attribué à la CMDD d'aider les pays et autres parties prenantes à s'engager activement dans des processus politiques hors du champ typique du développement durable, ce qui pourrait être très efficace pour assurer une intégration des politiques environnementales dans d'autres secteurs. Il est en outre proposé d'affiner les attributions de la CMDD en supprimant le texte faisant état du "fonctionnement de l'Unité de coordination et du CAR, ce rôle étant assumé par d'autres organes". Il est proposé également d'ajouter un autre élément au mandat, pour mieux couvrir le rôle de cohérence des politiques de la CMDD, selon la formule: "Produire des avis et des recommandations pour l'intégration et la coordination du travail de la CMDD et des autres programmes environnementaux et de développement durable, cadres d'orientation et initiatives, existant tant internationalement que régionalement".
 - La CMDD a besoin de davantage de ressources en personnel venant du système du PAM, qu'il a déjà en partie comblées par le poste de Secrétaire technique, approuvé lors de la CdP18. Cependant le soutien en personnel devrait comporter deux personnes au moins, pour pouvoir couvrir la mise en place et la surveillance de la SMDD. À court terme, compte tenu des pressions financières auxquelles le système du PAM est confronté, le rôle du Secrétaire technique pourrait être renforcé par du personnel venant d'un soutien complémentaire pour le projet. Cette attribution de personnel doit être envisagée par rapport l'importance qu'il y aurait à s'engager, et bâtir des ponts, avec des acteurs extérieurs au système "environnemental" du PAM, pour embarquer dans un programme environnemental sans lequel le développement durable ne peut être réalisé.
 - Il est recommandé d'améliorer la visibilité de la CMDD, en particulier au niveau du Forum politique de haut niveau et autres forums pertinents aux niveaux mondial et régional, en s'appuyant sur les capacités institutionnelles du PNUE.
 - Les modalités de travail de la CMDD doivent davantage impliquer les membres entre chaque réunion, par exemple dans des projets et actions de suivi sur l'application de la SMDD, le partage des bonnes pratiques, le transfert des connaissances, l'examen par les pairs, etc.
 - Il est crucial que le Comité de pilotage de la CMDD se réunisse régulièrement tout au long de l'exercice biennal – une au moins de ces réunions devant être "physique" - et ce processus doit se poursuivre pour être pleinement soutenu par le Secrétariat. Afin d'assurer les moyens financiers nécessaires, le Secrétariat devrait inclure un budget dans son Programme de travail et Budget biennal, pour qu'il soit discuté et accepté par les Parties contractantes. Cependant, les membres de la Commission sont encouragés à accueillir les réunions du Comité de pilotage pour qu'au moins l'une d'elle réunisse physiquement les personnes concernées, dans un exercice biennal.
 - Il est recommandé qu'avec l'aide du Secrétariat le Comité de pilotage de la CMDD propose aux Points focaux du PAM et à la CdP la nouvelle composition des membres de la

CMDD qui ne sont pas des Parties contractantes, en prenant en considération, parallèlement aux membres actuels, les nouveaux candidats suivants – conformément au règlement de la CMDD:

- Candidat pour le groupe “autorités locales”: Commission méditerranéenne des cités et gouvernements locaux unis (CGLU)
 - Candidat pour le groupe “parties prenantes socio-économiques”: *ANIMA Investment Network* (Plateforme de coopération pour le développement économique en Méditerranée)
 - Candidats pour le groupe “communauté scientifique”: Forum euroméditerranéen des instituts de Sciences économiques (FEMISE), Programme méditerranéen pour le droit international de l’environnement et la négociation (MEPIELAN), réseau *Mediterranean Sustainable Development Solutions Network* (Med-SDSN)
 - Candidat pour le groupe “organisations intergouvernementales”: Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Secrétariat de l’Union pour la Méditerranée (UpM), Centre régional environnemental (REC).
 - S’assurer que les nominations de la CMDD sont prononcées pour une période spécifique mais renouvelable, comme 2 exercices biennaux/4 ans, conformément aux discussions de haut niveau tenues lors des Conférences des Parties sur le développement durable. Lorsqu’un certain nombre d’organisations satisfait aux critères (par exemple ONG travaillant sur l’environnement et le développement durable), il est important d’établir une liste de sorte que les membres de la CMDD soient nommés à partir de cette même liste, par rotation.
 - Il est important de veiller à ce que les membres de la CMDD assistent aux sessions biennales. Lorsque des membres n’y participent pas, le contact devra être entretenu par le Secrétariat, le Comité de pilotage ou le bureau du PAM, selon que de besoin, pour déterminer la raison de leur absence et tenter d’y remédier. Il conviendra d’envisager le remplacement des organisations qui sont des Parties non contractantes et qui n’auront pas participé à deux réunions successives de la CMDD.
 - Pour mettre en œuvre la décision de la CdP18 sur la réforme de la CMDD, qui vise à impliquer d’autres acteurs des Nations Unies aux côtés du UNEP, ainsi que des parlementaires, il est proposé d’envisager la désignation d’observateurs venus d’organisations des Nations Unies actives en Méditerranée, entre autres le PNUD (Bureau régional pour les États arabes et Bureau régional pour l’Europe et la Communauté des États indépendants), ONU-HABITAT, ONUDI, CGPM, FAO, Commission économique et sociale pour l’Asie occidentale, OMC, Commission économique des Nations Unies pour l’Europe, Commission économique pour l’Afrique, UNESCO et Banque mondiale. Les parlementaires désignés, éventuellement au nombre de trois, pourraient venir, entre autres, de l’Assemblée parlementaire de la Méditerranée et du Cercle des parlementaires Méditerranéens pour le développement durable. De plus, il faudrait songer à impliquer des représentants d’organisations de jeunesse dans la CMDD, à titre d’observateurs.
 - Il est recommandé que la CMDD invite la Palestine à venir en tant qu’observateur aux futures réunions de la CMDD.
 - Il est recommandé de mettre à jour les documents constitutifs de la CMDD en ce qui concerne le “règlement intérieur”, “mandat” et la “composition” (UNEP(OCA)/MED WG.140/Inf.4) afin d’y faire apparaître les résultats de la réforme d’Almeria et la présente réforme.
20. Les membres de la CMDD ont manifesté leur soutien à la proposition d’un processus simplifié d’examen par les pairs en matière de développement durable dans les pays méditerranéens, telle que soumise par le Secrétariat, et ils ont demandé au Secrétariat de réviser le document afin de mieux refléter ses liens avec la SMDD et de faire apparaître les options en termes de ressources nécessaires. Ils ont demandé au Secrétariat d’entrer en contact avec le Président du Comité de

pilotage de la CMDD pour finaliser la version en vue de la soumettre aux Points focaux du PAM et à la CdP19. Cette procédure simplifiée d'examen par les pairs devrait aussi trouver son expression dans le texte de la SMDD.

VI. Processus mondial relatif aux Objectifs de développement durable (ODD) (point 6 de l'ordre du jour)

21. Mme Sandrine Bannwarth, Cheffe du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies au Maroc a livré une présentation sur le processus mondial de fixation des Objectifs de développement durable, présentation suivie d'une séquence de questions et réponses. La présentation figure à l'annexe 5.

VII. Bonnes pratiques: Développement durable en Méditerranée (point 7 de l'ordre du jour)

22. Six présentations sur les bonnes pratiques aux niveaux régional, national et local ont été faites et suivies par des séquences de questions et réponses.
23. Liste des présentations:

#	PRÉSENTÉ PAR	TITRE
1	Maroc	Stratégie nationale pour le développement durable au Maroc
2	Israël	Parcours de la feuille de route israélienne pour la consommation et la production durables: de la stratégie à la mise en œuvre
3	Croatie	Projet CroAdapt2 – Soutien à la préparation de la stratégie croate d'adaptation au changement climatique
4	Anima	EDILE (Développement économique par l'autonomisation inclusive et locale): un outil innovant pour soutenir l'investissement inclusif en Méditerranée
5	<i>PPP for Cities</i>	Deux exemples sur la manière dont les Partenariats public-privé (PPP) et l'innovation peuvent favoriser les villes durables en Méditerranée: <i>GrowSmarter</i> et <i>PPP for Cities</i>
6	Monténégro	Programme d'aménagement côtier (PAC) pour le Monténégro et Stratégie nationale de GIZC du Monténégro – Ensemble d'outils et cadre stratégique essentiels pour permettre un développement durable de la région côtière du Monténégro

24. Les présentations figurent à l'annexe 6.

VIII. Cadre régional sur l'adaptation au changement climatique (point 8 de l'ordre du jour)

25. Le document de travail relatif a ce point, UNEP(DEPI)/MED WG.416/6, "Cadre d'adaptation régional au changement climatique pour les zones côtières et marines de la Méditerranée" a été présenté par M. Lorenzo Galbiati, Directeur de projet Partenariat-Med.
26. Les membres de la CMDD et les observateurs se sont félicités de la haute qualité et de la pertinence du Cadre régional d'adaptation au changement climatique, et ont reconnu son importance et le besoin d'un tel instrument. Ils ont souligné le moment opportun et l'importance de la publication de ce Cadre pour la région, compte tenu de la CdP21 de la CCNUCC en décembre 2015, et du fait que le Maroc, qui assume actuellement la présidence de la CMDD assurera aussi la présidence de la CdP22 en 2016.
27. Les membres de la CMDD ont:

- Salué les objectifs stratégiques et les objectifs opérationnels correspondants ainsi que les domaines d'action prioritaires identifiés dans le Cadre régional d'adaptation au changement climatique;
- Soutenu l'initiative du PAM visant à élaborer une analyse de la manière dont les domaines d'action prioritaires du Cadre et les questions liées au climat en général sont déjà reflétés dans les Protocoles et autres instruments stratégiques du PAM, afin d'en rationaliser l'application;
- Convenu de la nécessité d'assurer une synergie entre les processus stratégiques en cours d'élaboration par le PAM et le Cadre régional d'adaptation au changement climatique, comme c'est déjà le cas pour le chapitre Climat de la SMDD;
- Recommandé la soumission du Cadre aux Points focaux du PAM et à la CdP19, aux fins d'approbation;
- Recommandé que le Cadre approuvé, ainsi que ses documents connexes et l'analyse évoquée au paragraphe 19, constituent la base d'une discussion plus approfondie sur la façon de traduire en actions les priorités définies dans le Cadre.

IX. Plan d'action pour une consommation et une production durables pour la Méditerranée (Point 9 de l'ordre du jour)

28. Le document de travail pour ce point de l'ordre du jour UNEP(DEPI)/MED WG.416/7 "Plan d'action régional pour une consommation et une production durables" a été présenté par M.Philippe Jochaud, Expert associé au Centre d'activités régional sur la consommation et la production durables (CAR/CPD).
29. La CMDD a salué la proposition de plan d'action pour une production et une consommation durables (CPD) pour la Méditerranée, soulignant son importance pour la région et en vue de la transition vers une économie bleue et verte en Méditerranée. Elle s'est dite favorable à la soumission du plan aux Points focaux du PAM et à la CdP19, pour approbation. La CMDD a:
 - Souligné le rôle essentiel de l'éducation à la CPD à tous les niveaux et a recommandé que la Stratégie méditerranéenne d'éducation au développement durable soit évoquée dans la section 4.3;
 - Recommandé de souligner les synergies et complémentarités avec d'autres instruments stratégiques et initiatives du PNUE/PAM tels que la GIZC et l'EcAp;
 - Encouragé l'inclusion de la "base des ressources naturelles" et la notion d'"économie des ressources" dans les objectifs stratégiques et opérationnels, selon que de besoin;
 - Recommandé d'inclure les notions d'"économie fonctionnelle" et d'"économie collaborative" dans la section 1.4, plus précisément dans la Figure 1.
30. Dans les discussions sur les documents stratégiques mentionnés aux sections VIII et IX ci-dessus, le Secrétariat a présenté le projet de stratégie à mi-parcours 2016-2021 et plus particulièrement le projet de cadre stratégique tel que discuté lors de la récente réunion des Points focaux du PAM (Athènes, Grèce, 19 au 21 mai 2015). Pendant la discussion qui a suivi, les membres de la Commission ont salué la présentation et reconnu l'intérêt de débattre du projet de Cadre stratégique à mi-parcours. Après examen, leurs conclusions ont été positives et ils ont exprimé leur soutien à l'orientation de la Stratégie à mi-parcours, en soulignant la nécessité de rendre visibles et clairs ses liens avec la SMDD 2016-2025.

X. Prochaine réunion de la CMDD et autres questions (point 10 de l'ordre du jour)

31. Le Secrétariat informera dans les mois à venir les membres de la Commission du lieu de la 17^{ème} réunion de la CMDD.

XI. Adoption des conclusions et recommandations (point 11 de l'ordre du jour)

32. Les membres de la CMDD ont adopté les conclusions et les recommandations.

XII. Clôture de la réunion (point 12 de l'ordre du jour)

33. Le Président de la CMDD a clôt la réunion à 18:00, le 11 juin 2015.

Annexe I
Liste des Participants

MEMBERS OF THE MCSDD / MEMBRES DE LA CMDD

ASSOCIATION OF ITALIAN LOCAL AGENDA 21	<p>Mr Emilio D'Alessio Honorary President Associazione Agende 21 Locali Italiane</p> <p>Tel: +39 071 202597 Fax +39 071 2075000 E-mail: emilio@dalessio.eu</p>
CENTRE FOR ENVIRONMENT & DEVELOPMENT FOR THE ARAB REGION & EUROPE (CEDARE)	<p>Prof. Khaled M. AbuZeid, Senior Regional Water Resources Program Manager</p> <p>Tel:+202 2451-3921 / 2 / 3 / 4 Extension: 665 Fax:+202 2451-3918 E-mail: kabuzeid@cedare.int</p>
CMI/WORLDBANK	<p>Mr Hervé Levite Senior Environment Specialist</p> <p>Tel: +33 491992458 Mobile : +336 771061627 E-mail:hlevite@worldbank.org</p>
CROATIA / CROATIE	<p>Mrs Branka Pivcevic Novak Head of Service for Sustainable Development Ministry of Environmental and Nature Protection</p> <p>Tel:+385 1 3717283 Mobile: +385 911381182 Fax: +385 1 3717135 E-mail: branka.pivcevic-novak@mzoip.hr</p>
CYPRUS / CHYPRE	<p>Mr Charalambos Hajipakkos Senior Environment Officer Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment</p> <p>Tel: +357-22408927 Fax: +357-22-774945 E-mail: chajipakkos@environment.moa.gov.cy</p>
ENDA MAGREB, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT AU MAGHREB	<p>Mr Hamid Chrifi Directeur</p> <p>Tel: +212 537 680 673 Fax: +212 537 683 469 E-mail: hamid.chrifi@enda.org.ma</p>
EUROPEAN UNION UNION EUROPEENNE	<p>Ms Amal-Leila Errahmouni</p> <p>E-mail : ERRAHMOUNI@eeas.europa.eu</p>
FRANCE / FRANCE	<p>M. Bernard Brillet Inspecteur Général Conseil Général de l'Environnement et du Développement durable Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p>

	<p>Tel: +33140816861 Mobile: +33 623720515 Fax: +33140812395 E-mail: bernard.brillet@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>Mme Marie Anne Mortelette Rédactrice Milieu marin Sous-direction de l'environnement Ministère des Affaires Etrangères et Européennes</p> <p>Tel : +33 1 43 17 44 25 Fax : +33 1 43 17 73 94 E-mail : marie-anne.mortelette@diplomatie.gouv.fr</p>
GREECE / GRÈCE	<p>Mr Nicholas Mantzaris Policy Expert Dept. of International Relations and EU Affairs, Hellenic Ministry of Reconstruction of Production, Environment and Energy</p> <p>Tel: + 30 213 15 15 680 Fax: +30 210 64 34 470 E-mail: n.mantzaris@prv.ypeka.gr</p>
ISRAEL / ISRAEL	<p>Mr Asaf Tzachor Chief of Strategy & Sustainability Ministry of Environmental Protection</p> <p>Tel: +972 50 444 1881 Mobile : +972 50 444 1881 E-mail: asaft@sviva.gov.il</p>
IUCN CENTRE FOR MEDITERRANEAN COOPERATION	<p>Mr Antonio Troya Director Tel: +34 952 02 84 30 E-mail:antonio.troya@iucn.org</p>
LEBANON / LIBAN	<p>Mr Ralph Salameh Geologist Ministry of Environment</p> <p>Tel+9611976555 Ext: 502 Mobile: +96176777696 Fax: +961-1-976531 E-mail: R.Salameh@moe.gov.lb</p>
MALTA / MALTE	<p>Dr Marguerite Camilleri, Ph. D National Environment Policy Coordinator MCSD National Focal Point Ministry for Sustainable Development, the Environment and Climate Change</p> <p>Tel: +356 2292 6243 E-mail: marguerite.a.camilleri@gov.mt</p>

	<p>Ms Roberta Debono Assistant National Environment Policy Coordinator Ministry for Sustainable Development, the Environment and Climate Change</p> <p>Tel: +356 2292 6244 E-mail: roberta.debono@gov.mt</p>
MEDCITIES	<p>Ms Konstantia Nikopoulou Project Officer - MedCities</p> <p>Tel: +34 935069362 , +34 93 223 41 E-mail: knikopoulou@amb.cat, contact@medcities.org</p>
MIO-ECSDE- MEDITERRANEAN INFORMATION OFFICE FOR ENVIRONMENT CULTURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT	<p>Ms Anastasia Roniotes Head Officer Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development (MIO-ECSDE)</p> <p>Tel: +30 2103247490, -3247267 Mobile: +30 6943296333 Fax: +30 210 3317127 E-mail: roniotes@mio-ecsde.org, info@mio-ecsde.org</p>
MONTENEGRO / MONTÉNEGRO	<p>Ms Jelena Knezevic Adviser to the Minister for the Environment Ministry of Sustainable Development and Tourism</p> <p>Tel: + 382 20 446225 Mobile: + 382 67 255604 Fax: + 382 20-446215 E-mail: jelena.knezevic@mrt.gov.me</p>
MOROCCO / MAROC	<p>M. Rachid Firadi Chef de la Division de la Coopération Internationale Direction du Partenariat, de la Communication et de la Coopération Ministère délégué chargé de l'Environnement</p> <p>Tel: + 212-537-57 06 40, + 212 673 082319 E-mail: firadi@environnement.gov.ma, firadienvironnement@gmail.com</p> <p>Mme Nassira Rheyati Ingénieur en Chef Chargée des dossiers Système des Nations Unies Direction du Partenariat, de la Communication et de la Coopération Ministère délégué chargé de l'Environnement</p> <p>Tel: +212 5 37576637 Mobile: +212 6 66439948 Fax: +212 5 37576638 E-mail : rheyati@environnement.gov.ma, r_nassira@yahoo.fr</p> <p>M. Hassan Bahar Chef du Service de la Planification et de la Coordination</p>

	<p>Intersectorielle Direction de l'Observation, des Etudes et de la Planification Ministère délégué chargé de l'Environnement</p> <p>Tél: +212 537 57 06 69 / Fax: +212 537 57 66 42 / Mobile: +212662 17 89 76 // 0663 43 34 51 E-mail: hassan.bahhar@yahoo.fr</p>
ARAB NETWORK FOR ENVIRONMENT & DEVELOPMENT (RAED)	<p>Dr. Mohamed Ftouhi RAED Coordinator in Morocco</p> <p>Tel : + 212661546594 Mobile : + 212661546594 Fax : + 212537771342 E-mail: cmepe2000@yahoo.fr, Ftouhimohamed21@gmail.com</p>
TUNISIA / TUNISIE	<p>Mr Lotfi Ben Said Directeur Classe Exceptionnelle Ministère de l'Environnement et du Développement Durable</p> <p>Tel: +216 70 728 462 Mobile: +216 97 44 32 88 Fax: +216 70 728 655 E-mail: b.said.lotfi@gmail.com</p>
UMCE-UNION OF MEDITERRANEAN CONFEDERATIONS OF ENTERPRISES	<p>Mme Ferial Djait Business Country Desk Coordinator Chargée des relations internationales UMCE-Businessmed</p> <p>Tel : +216 22 550 538 E-mail: mradferiel@gmail.com</p>

**MEMBERS OF THE MCSD REPRESENTED BY PROXY / MEMBRES DE LA CMDD
REPRÉSENTÉS PAR PROCURATION**

ALBANIA / ALBANIE	Ministry of Environment, Forestry and Water Administration Rruga "Halil Bega", nr. 23
BOSNIA HERZEGOVINA / BOSNIE HERZEGOVINE	Ministry of Foreign Trade and Economic Relations
LIBYA / LIBYE	Environment General Authority (EGA)
SLOVENIA / SLOVENIE	Nature Protection Authority Ministry for Environment and Spatial Planning
SPAIN / ESPAGNE	Ministry of the Environment and Rural and Marine Affairs
WWF MEDITERRANEAN PROGRAMME	Worldwide Fund for Nature / Mediterranean Programme Office (WWF MEDPO)

INVITED SPEAKERS

UNITED NATIONS RESIDENT COORDINATOR'S OFFICE - MOROCCO	Ms Sandrine Bannwarth Head, UN Resident Coordinator's Office - Morocco Tel. : +212 5 37 63 31 43 E-mail: sandrine.bannwarth@one.un.org
---	--

OBSERVERS

ANIMA INVESTMENT NETWORK	<p>Mr Badr Biede Project Manager</p> <p>Tel: +33 4 96 11 18 17, +33 4 96 11 67 61 E-mail: badr.biede@anima.coop</p>
CIHEAM-IAMM - INSTITUT AGRONOMIQUE MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	<p>Mr Omar Bessaoud Administrateur Scientifique</p> <p>Tel : +33 4 67 04 60 25 Fax : +33 4 67 54 25 27 E-mail : bessaoud@iamm.fr</p>
COMMISSION MEDITERRANEE DE CGLU	<p>Ms Catherine Simo Chargée de Mission Commission Méditerranée de CGLU</p> <p>Tel : +33 4 69 66 36 84 Mobile : +33 6 26 78 41 35 E-mail: c.simo@territoires-solidaires.fr</p>
GENERAL FISHERIES COMMISSION FOR THE MEDITERRANEAN (GFCM) /COMMISSION GENERALE DES PECHEES POUR LA MEDITERRANEE (CGPM)	<p>Mr Abdellah Srour Executive Secretary General Fisheries Commission for the Mediterranean (GFCM) Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)</p> <p>Tel: +39 06 57054055 Fax: +39 0657056500 E-mail: abdellah.srour@fao.org, GFCM-Secretariat@fao.org</p>
GLOBAL FOOTPRINT NETWORK	<p>Mr Alessandro Galli, Ph.D. Senior Scientist & Director, Mediterranean-MENA Program</p> <p>Mobile: +39-346-6760884 E-mail: alessandro@footprintnetwork.org</p>
PPP FOR CITIES SPECIALIST CENTRE ON PPP IN SMART & SUSTAINABLE CITIES	<p>Ms Eva Bufi del Pozo Executive Director</p> <p>Tel: +34 93 253 64 13 Tel: +34 647 333 225 E-mail : ebufi@pppcities.org</p>

**SECRETARIAT TO THE BARCELONA CONVENTION
AND COMPONENTS OF THE MEDITERRANEAN ACTION PLAN
SECRETARIAT DE LA CONVENTION DE BARCELONE ET COMPOSANTES DU PLAN
D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE**

<p>UNEP/MAP PNUE/PAM</p>	<p>Mr Gaetano Leone Coordinator Tel :+30 210 7273101 E-mail: gaetano.leone@unepmap.gr</p> <p>Mr Habib N. El Habr Deputy Coordinator Tel :+30 210 7273126 E-mail: habib.elhabr@unepmap.gr</p> <p>Mr Atila Uras Programme Officer Tel:+30 210 7273140 E-mail: atila.uras@unepmap.gr</p> <p>Mr Lorenzo Galbiati MedPartnership Project Mananger Tel.:+30 210 7273 E-mail: lorenzo.galbiati @unepmap.gr</p> <p>Mr Driss Haboudane SwitchMed Project Manager Tel:+30 210 7273132 E-mail: driss.haboudane</p>
<p>PLAN BLEU REGIONAL ACTIVITY CENTRE (BP/RAC) / PLAN BLEU, CENTRE D'ACTIVITE REGIONAL (PB/CAR)</p>	<p>Mr Hugues Ravenel Directeur Tel.: +33 4 92387138 Fax: +33 4 92387131 E-mail: hravenel@planbleu.org</p> <p>Mr Julien Le Tellier Chargé de mission - Approches territoriales Tel : +33 4 84 08 00 49 / +33 6 79 81 52 58 E-mail: jletellier@planbleu.org</p> <p>Mr Jean-Pierre Giraud Indicateurs et systèmes d'information Tel : +33 4 92 38 71 44 E-mail: Jpgiraud@planbleu.org</p> <p>Ms Zoe Vernin Officer Tel : +33 4 84 08 0050 E-mail: Zvernin@planbleu.org</p>

REGIONAL ACTIVITY CENTER FOR THE PRIORITY ACTIONS PROGRAMME (PAP/RAC) / CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES DU PROGRAMME D'ACTION PRIORITAIRES (CAR/PAP)	Ms Zeljka Skaricic Director Tel: +385 21 340471 Fax: +385 21 340490 E-mail: zeljka.skaricic@paprac.org
REGIONAL ACTIVITY CENTRE FOR SUSTAINABLE CONSUMPTION AND PRODUCTION (SCP/RAC) CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LA CONSOMATION ET LA PRODUCTION DURABLES (CAR/CPD)	Mr Philippe Jochaud Associated Expert - Policy Component and SCP Pilot Activities Tel: +34 654 754 158 E-mail: policy.consultant@scprac.org,

Annexe II
Allocutions de bienvenue et discours

Opening remarks by Dr. Marguerite Camilleri, former President of the MCSD Steering Committee, elected at its 15th session held in Floriana, Malta in 2013 / Discours d'ouverture du Dr. Marguerite Camilleri, ancienne Présidente du Comité de Pilotage de la CMDD, élue lors de sa 15ème session à Floriana, Malte en 2013

Opening remarks MCSD President 2013-2015

Representative of the Government of the Kingdom of Morocco, ladies and gentlemen, I should like to welcome you to the 16th Meeting of the Mediterranean Commission on Sustainable Development. On behalf of the Commission I should like to thank Government of the Kingdom of Morocco for hosting this meeting, as well as the MAP Secretariat and Plan Bleu for its organisation.

I would also like to thank the Government of the Kingdom of Morocco for accepting to take over the role of chairing the steering committee of the MCSD for the next biennium. Before handing over the baton I should like to say a few words of thanks to the people I have worked with over the last two years. Holding this role on behalf of my country, Malta, over the last two years, has been a wonderful but humbling experience. I should like to thank my colleagues on the MCSD Steering Committee for this last biennium, who represented Montenegro, Egypt, France, IUCN, RAED and Turkey. I'd also like to thank the MAP Coordinator, Mr Gaetano Leone, and his predecessor, Ms Maria Luisa Silva Mejias, for their great support to the Committee. During the last two years we also formed a 'core group' to take forward the work of reviewing the Mediterranean Strategy for Sustainable Development on a weekly basis (if not daily at some critical points). I'd also like to thank these colleagues: Mr Atila Uras and Mr Driss Haboudane from the MAP Coordinating Unit, Mr Hugues Ravenel and Mr Julien Le Tellier from Plan Bleu, as well as my colleague Ms Roberta Debono who is also from Malta. I'd also like to thank those from the other Regional Activity Centres who actively supported the work of the Commission during the last two years, as well as all the MCSD members who supported us during this period. There are also other organisations, some of which are represented here today, which played an active role in supporting and participating in the work of the Commission.

All these people worked very hard to do much work with very few resources. And they did so with great personal effort, resourcefulness and resilience, but mostly because they all believe that the Commission and its mandate are worth it. Sustainable development as a concept and as a banner under which to work, is a badly-needed bridge between the environmental policy community and the rest of the policy 'world'. It also constitutes a positive vision for a world desperately seeking new visions. In our region, the MCSD remains the best hope for further this policy agenda.

In order to keep up its work in future years, the Commission needs to be backed by adequate resources at the MAP Coordinating Unit, with full-time staff dedicated to sustainable development. In this light I would like to congratulate the MAP Coordinating Unit for starting the process of recruiting an officer on Sustainable Development, who can assist with putting the work of the MCSD on a firmer footing,

and I auger that this work will continue with the engagement of project-based staff to cover the implementation and monitoring of the MSSD, as well as other initiatives. Members of the MCSD, we have gained momentum during this biennium, please continue to involve yourselves in the work of the Commission, by promoting our Strategy and by working on its implementation in your sphere of influence, and by participating in projects and possibly the new peer review processes that will be presented later tomorrow.

During this 16th meeting of the MCSD, we hope to endorse the revised Strategy for sustainable development, along with the proposal for the reform of the MCSD. I ask you to focus your energies on these two key priorities for the biennium, with a view to both these proposals being adopted through decisions of COP19 next January in Athens.

**Madame la Présidente,
Monsieur le Coordonnateur du PNUE/PAM,
Mesdames et Messieurs les membres de la CMDD,
Mesdames et Messieurs.**

Il m'est particulièrement agréable d'être parmi vous aujourd'hui pour ouvrir, au nom du Ministère délégué chargé de l'Environnement du Royaume du Maroc, les travaux de cette importante réunion. Je saisis cette occasion pour vous souhaiter la bienvenue au Maroc et un agréable séjour dans notre belle cité historique, Marrakech.

Je voudrais également adresser mes vifs remerciements au Secrétariat du PAM-PNUE et au Plan Bleu pour toutes les dispositions prises pour l'organisation de cette réunion. Une réunion qui nous offre, encore une fois, une opportunité pour débattre et échanger sur les enjeux et défis environnementaux de la Méditerranée et d'exprimer notre ferme volonté pour relever le défi lié à l'environnement et au développement durable dans notre région.

Mesdames et Messieurs,

La Méditerranée est une des régions du monde où la question du développement durable, se pose avec plus d'acuité. C'est une « écorégion » précieuse et fragile et en plus fortement menacée par la dégradation de l'environnement et la surexploitation des ressources.

Elle est aussi, un espace dont la stabilité et la prospérité dépendront largement de la capacité à mettre en œuvre de manière intégrée des politiques et des modes de développement intégrant les dimensions environnementale, sociale et économique.

Et c'est, dans un tel contexte, que le cadre de coopération qui nous réunit aujourd'hui, le PAM-PNUE, constitue un atout essentiel pour faire face à l'ensemble de ces défis. Une expérience qui célèbre son 40^{ème} anniversaire cette année et qui démontre que la Méditerranée a été une des premières régions au Monde qui a manifesté, dans le cadre d'un esprit de solidarité, une volonté politique à trouver des solutions aux défis environnementaux.

Les progrès réalisés durant toutes ces années consacrent, certes, notre engagement en faveur d'un développement intégré et durable de la mer Méditerranée et témoignent de notre souscription, en tant que zone stratégique, à l'agenda environnemental mondial.

Néanmoins, la situation environnementale toujours alarmante de la région et sa vulnérabilité face à un défi comme le changement climatique, exige de notre part davantage d'efforts et surtout une meilleure coordination tenant compte des principes de la bonne gouvernance.

Les réformes enclenchées il y a quelques années lors du Sommet de Rio+20 notamment le renforcement du pilier environnemental au sein du système de gouvernance mondiale de développement durable devrait nous servir d'exemple pour notre cadre régional.

Nous avons besoin, à cet égard, au sein du Système PNUE/PAM d'une Commission Méditerranéenne de Développement Durable forte, opérationnelle permettant de favoriser les efforts de coordination, en tirant profit des synergies et des complémentarités avec et entre les gouvernements, les institutions, les intervenants et les programmes de coopération dans la région.

La Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable que vous aurez à examiner aujourd'hui, devra fournir un cadre politique stratégique visant l'harmonisation des interactions des piliers économique, social et environnemental, de guider les stratégies nationales et de stimuler la coopération entre les parties prenantes afin d'atteindre un développement durable.

Mesdames et Messieurs,

Le Royaume du Maroc a pour sa part souscrit depuis plusieurs années à un processus de conciliation de son développement avec les impératifs de protection de l'environnement. Cet engagement, s'est concrétisé par l'adhésion aux différents Accords multilatéraux et régionaux relatifs à l'environnement et le lancement de plusieurs chantiers sur le plan stratégique, institutionnel et juridique.

La consécration du droit à l'environnement dans la nouvelle constitution de 2011 a constitué une étape clé dans ce processus et témoigne d'une réelle volonté politique à poursuivre la marche vers le développement durable. Dans ce contexte, une loi cadre portant Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (CNEDD), a été adoptée et constitue la référence nationale de toutes les politiques publiques en matière d'environnement et de développement durable.

Pour mettre en œuvre cette loi, une Stratégie Nationale de Développement Durable a été élaborée dans le cadre d'un large processus participatif impliquant tous les acteurs de la société. Cette stratégie, définira les voies et moyens pour atteindre de manière équilibrée et intégrée à tous les niveaux, les objectifs économiques, sociaux et environnementaux, dans une perspective de transition vers une économie verte et inclusive.

Notre pays a également élaboré une politique nationale en matière des changements climatiques avec l'objectif de promouvoir un développement sobre en carbone et résilient aux impacts du climat. Dans le cadre de cette stratégie, notre pays vient de soumettre sa Contribution Prévues Déterminées au niveau National (INDCs) à la Convention Climat avec des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le réchauffement climatique malgré notre statut de faible pays émetteur de gaz à effet de serre. Par ailleurs, un Centre de Compétence sur les Centres Climatiques a été mis en place et servira de plateforme régionale d'échanges des connaissances, de partage des expériences et de renforcement des capacités dans le domaine climatique.

Le Maroc est également un pays très engagé dans le cadre de la Convention de Barcelone. Nous avons complété le processus de ratification de l'ensemble des instruments juridiques de ladite Convention en 2012. D'ailleurs, la nouvelle loi sur le littoral en cours d'adoption a été inspirée du Protocole GIZC de la Convention.

Sur le plan opérationnel, les régions côtières de la Méditerranée ont connu une dynamique réelle en matière d'environnement et de développement durable au cours des dernières années grâce aux programmes ambitieux en matière de mise à niveau environnementale de surveillance et de veille environnementale.

Ainsi, tous les centres disposent de décharges contrôlées et de STEP opérationnelles ou en cours induisant ainsi un impact réel sur l'amélioration de l'environnement côtier et marin.

La côte méditerranéenne dispose de trois Observatoires Régionaux de l'Environnement et de Développement Durable. En matière de surveillance, un programme régulier de suivi de la qualité des eaux est réalisé dans le cadre du Programme MedPol et du programme national relatif à l'hygiène des Plages. Par ailleurs, le Maroc a inscrit le Parc National d'AL Hoceima en tant qu'Aire Spécialement Protégée d'Intérêt Méditerranéen.

Mesdames et Messieurs ;

Nous sommes conscients que les enjeux de développement durable au niveau méditerranéen sont de taille, et les défis à relever ne sont pas moins importants. Aussi, nos ambitions pour l'ensemble de la région dans un esprit de solidarité et de coopération, doivent en être à la hauteur et nous devons mettre en place les moyens nécessaires pour y arriver car il y va de l'avenir de l'humanité.

Dans ce contexte, je voudrais vous assurer de l'engagement du Maroc à soutenir activement la coopération méditerranéenne et à adhérer pleinement à l'ancrage des valeurs du développement durable au niveau de notre région.

Avant de conclure, je voudrais également remercier Malte pour l'excellent travail mené durant les deux années de Présidence de la CMDD notamment tout le processus conduit avec succès pour la révision de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable.

Je souhaite plein succès à vos travaux et vous remercie de votre attention.

Welcome address by Gaetano Leone, Coordinator of the UNEP/MAP / Discours de bienvenue de Gaétano Leone, Coordinateur du PNUE/PAM

Madame la Ministre Hakima El Haiti,
Ms. Marguerite Camilleri, President of the MCSD Steering Committee,
Distinguished Members of the MCSD,
Directors of MAP Regional Activities Centres,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen,

On behalf of the Mediterranean Action Plan and of the Barcelona Convention Secretariat, I welcome you warmly to the 16th Ordinary Meeting of the Mediterranean Commission on Sustainable Development.

I want to express our deep gratitude to the Government of the Kingdom of Morocco for their hospitality in this beautiful and mystical City of Marrakesh. Marrakesh, the Capital of Almohades, has left a great imprint in the history of our Mediterranean Region, particularly in the western part - Andalusia and North Africa. Marrakesh has also a long and auspicious tradition of hosting important UN and Barcelona Convention processes of high relevance to our Meeting of today. I am thinking of the Marrakesh Process on Sustainable Consumption and Production, whose 1st meeting took place in this City in 2003. And some of you may have attended the 16th Ordinary Meeting of the Contracting Parties to the Barcelona Convention, here in Marrakesh, in November 2009.

Madam Minister, as we celebrate this year the 40th anniversary of the Mediterranean Action Plan and Barcelona Convention, looking back at the achievements of this uniquely ambitious initiative and at its plans for the future, I wish to recall with deep appreciation the invaluable support that your country has consistently provided to the MAP and the important contributions that it has made to its success.

Ladies and gentlemen,

In their recent joint editorial, Achim Steiner, Executive Director of the United Nations Environment Programme (UNEP) and Margaret Chan, Director-General of the World Health Organisation (WHO) have written a sentence that I want to borrow here:

(quote) "The Earth's natural resource base props up much of human existence --- furnishing us with agricultural land and fisheries; supporting livelihoods and growth; giving us air, water, energy and so much more." (unquote)

The web of interactions between the development and the environment highlighted in these few words, is absolutely complex, but the message is simple: the way we manage and use our resources and ecosystems has a definite and obvious impact on the lives and livelihoods of present and future generations. It is a message that applies perfectly to the Mediterranean region and is of high relevance to our work of the next three days. We are gathering to finalize an actionable agenda for a responsible use of our Mediterranean natural capital. A responsible use that preserves and enhances the health and productivity of the ecosystems – goods and services – while (i) ensuring human dignity through decent livelihoods for our people and (ii) building strong and inclusive economies in our region.

In front of us there is a golden opportunity to propose a vision and ideas for the sustainable development in the Mediterranean. We build on the tremendous efforts of our predecessors, who proposed the first Mediterranean Strategy for Sustainable Development (MSSD) more than a decade ago. Let us elevate these efforts to the next level and finish the job: put forward a transformative agenda that places the people and the natural capital at the centre: a sustainable development for all.

The decision by the Contracting Parties to the Barcelona Convention to revise the MSSD has not come a moment too soon or a moment too late. It has come at a key moment for the future of the

Mediterranean region: there is a dire need to enhance efforts to protect environment and preserve resources; to amplify action to revive and boost stagnant economies; and to steadily transition towards a green and blue economy. We need, thus, to propose an actionable agenda to support these efforts and translate them into concrete outcomes that will make the difference in people's life, not just another document full of brilliant ideas and good intentions. This agenda is now in front of you, for your endorsement before we submit it to the Contracting Parties to the Barcelona Convention.

Ladies and Gentlemen,

Allow me to recall that today's meeting is only a few months away from two major global processes: (1) the United Nations Summit to adopt the Post-2015 Development Agenda; and (2) the United Nations Climate Change Conference (UNFCCC COP21).

In late September 2015, the international community will convene to adopt the Post-2015 sustainable development agenda and agree on a set of Sustainable Development Goals (SDGs). The aim is to take the world forward to a sustainable future and build brighter prospects for humankind by: (i) setting the stage for strong and inclusive economies, (ii) leaving no one behind, (iii) protecting the planet, (iv) fostering cooperation and solidarity, and (v) building safe and peaceful societies.

These are also our priorities, our aspirations and goals as distilled in the draft revised MSSD that is in front of you. We, the Mediterranean people, are part of this global endeavour, we share this global hope for a better and brighter future for all. Nurturing sustainable economic growth and transformation, promoting sustainable consumption and production, protecting our planet and combatting climate change, building effective, accountable and inclusive institutions to achieve sustainable development, and delivering on a revitalised Global Partnership are themes that will be at the core of the discussion at the interactive dialogues during the UN Summit for the adoption of the post-2015 development agenda. Later, at the December UN Summit in Paris, the international community is expected to produce a binding agreement on mitigating and adapting to climate change. I am pleased that the Contracting Parties and the Sustainable Development stakeholders, consulted during the process of revising the MSSD, have identified adaptation to climate change as a top priority for the Mediterranean.

Thus, let me once again stress the importance and timeliness of our own debate here in Marrakesh, in the wider global context of the sustainable development agenda. In our Region, we are on the right track as evidenced by the initiatives that you will discuss during this 3-day meeting: the MSSD 2016-2025 and some of the pillars for its implementation: the MCSD reform, the SCP Action Plan for the Mediterranean and the Regional framework for climate change adaptation.

Ladies and Gentlemen,

The global and regional processes I have just mentioned are inspirational and will undoubtedly bear fruit in the next few months. This is all encouraging, but existing and emerging challenges are out there, daunting and interrelated. They call for integrated responses – like those expressed by the MSSD 2016-2025, which focuses on the interface environment-development and proposes addressing common priority issues and concerns across sectorial, institutional and legal boundaries. Past successes in our region prove that these challenges are not insurmountable. Over the past forty years, the main objectives of the Barcelona Convention - assessment and control of marine pollution, protection of the marine environment and coastal zones, sustainable management of natural marine and coastal resources, strengthening solidarity among Mediterranean Coastal States - have spurred much progress. Now, we can confirm that we have a Mediterranean sea with reduced pollution, cleaner waters, and ecosystems healthy and productive enough to respond positively to improved management.

The six objectives of the proposed MSSD are all present in the Mid-Term Strategy (MTS) of the MAP. They are either core-themes directly associated with the Barcelona Convention and its Protocols

or cross-cutting ones pertaining to the overall MAP goals for Sustainability and Environmental governance. This is of paramount importance for the implementation of the strategy. An integrated approach, exploiting synergies and complementarities, as well as securing high political back-up through the Barcelona Convention Governance Mechanism.

The implementation of ambitious initiatives such as those we are putting forward, goes beyond the limited resources of the Convention. Here again, the challenges might seem daunting. Tackling them head-on is imperative to the success of our endeavour; cooperation and solidarity among all the actors are the solution. The successful implementation of the MSSD 2016-2025, just like its elaboration, relies on the engagement of regional and national, both public and private, capacities and resources.

It entails cooperation, partnership and involvement of all levels of stakeholders: national and local governments; regional and international conventions; intergovernmental organizations; development agencies, the private sector; regional organizations and commissions; international and national non-governmental organizations; international funding institutions and the civil society. For these reasons, the MCSD continues to provide an invaluable role as an advisory body to the Barcelona Convention Contracting Parties. The potential role of the MCSD is potentially crucial in the implementation of the post-2015 agenda in the Mediterranean through the MSSD, and you are also called to consider the proposals prepared by the Steering Committee to strengthen its position in the MAP system, sharpen its mandate and review its composition.

This three-day Meeting is for you to inspire each other and discuss innovative measures and concrete actions to help facing today's sustainability challenges and shaping the economic development of tomorrow. I have no doubt that you will touch on new approaches and innovative ways in this regard. In my capacity as the Coordinator of the MAP system, I am committed to supporting the work of the MCSD, for our Sea, our Region, our People and our Common future.

Allow me to conclude with another quote from a very important document, one that we hope will shape our collective future for the better, i.e. the Zero Draft for the Outcome Document for the UN Summit of September 2015, that was released last week in New York:

(quote) This is a plan of action for people, planet and prosperity which also seeks to strengthen universal peace in larger freedom. It will be implemented by all of us acting in collaborative partnership. We are resolved to free the human race from the tyranny of poverty and want to heal and secure our planet for future generations. We are determined to take the bold and transformative steps needed to shift the world onto a sustainable footing. (unquote)

This is a global call for action to change our world, and my hope is that the MSSD will be the effective and crucial instrument to translate it successfully in our Mediterranean region.

In this spirit, I extend my best wishes for a very productive meeting.

Keynote by Ms. Maryam Niamir-Fuller, Special Advisor to the UNEP Executive Director on SDGs and Post-2015 Agenda / Discours de Madame Niamir-Fuller, Conseiller Spécial du Directeur Exécutif du PNUE sur les objectifs de développement durable et l'Agenda du développement post-2015

Your Excellencies

- Honourable Hakima El Haiti, Ministre Déléguée Chargée de l'Environnement, Royaume de Maroc
- Dr. Marguerite Camilleri of Malta, President of the Mediterranean Commission for Sustainable Development
- Distinguished Ladies and Gentlemen

Today 2.5 billion people live without vital sanitation and a child dies every 20 seconds as a result of inadequate quality of water. Over 1.3 billion live without access to electricity – in other words almost 20% of the world is energy-poor. As a result, they also have limited or no access to basic services such as health and education.

The WHO estimates that the average global life expectancy by 2025 will be 73 years. That is a remarkable achievement compared to just 20 years ago. However, will this really happen? We are seeing a growing number of non-communicable diseases which are increasingly tied to our lifestyles and business choices. Today 8 million people die every year from air pollution, now the largest single environmental health risk. More than half of these deaths are from outdoor pollution, largely an urban phenomenon, and the remainder from indoor pollution, mostly affecting the rural poor.

More than 170 million hectares of forest, our ecological foundation for human wellbeing, is going to disappear by 2030 due unsustainable agricultural and urban expansion, and climate change. Over 30% of the world's fish stock is over-exploited. The International Resource Panel estimates that consumption of natural resources will triple by 2050 if we continue the way we are.

Between 2000 and 2007, the world GDP expanded by 3.3% per year – at the same time, carbon emissions from fossil fuels also rose by 3% per year. By 2050, some estimate that the global GDP will have actually dropped by 7%. Inequality within nations and between nations will have also increased, leading to greater social unrest.

Even if we are achieving short term economic prosperity today, the long term impact of such environmental and social degradation cannot be ignored. That is why there is increasing recognition that the pathway to sustainability is no longer just an environmental one.

Ladies and Gentlemen, we now have a historic opportunity for the world's nations to agree on a global agenda of action, with sustainable development at its core.

I am sure you will agree with me that Rio+20 was a significant milestone. Since then, inclusive consultations by multiple stakeholders have paved a way toward sustainability that is ambitious, universally applicable, and integrates the economic, social, environmental and governance dimensions

of sustainable development. In order to achieve the new universal goals, we need strong commitment and support from Member States and Civil Society.

Three key elements distinguish the pre-2015 era from the post-2015.

First is the notion of “Universality” – that the new agenda is applicable to all.

The new agenda recognizes that universal principles, values, and standards such as human rights and environmental sustainability are applicable to all countries and peoples. The new agenda also recognizes the interconnectedness of countries in a globalized world, and therefore, a shared concern for global issues such as loss of biodiversity, tackling climate change, and managing the international financial and trading systems. Every country has development issues to varying degrees – no country can claim to have achieved sustainability yet.

With the creation of the United Nations Environment Assembly, as its first session last year showed, we have an excellent opportunity to strengthen the universality of the new agenda. The Mediterranean Strategy for Sustainable Development also offers a unique opportunity for a diversity of countries to work together on achieving a universal agenda.

Second is the notion of Integration – we must address all three dimensions of sustainability at the same time if we are to make change irreversible.

The SDGs are a remarkable and comprehensive package of objectives reflecting a balance between the three dimensions. But we need to implement it through an integrated approach, without falling into our traditional ways of working in silos. An integrated approach would:

- 1) Leave no one behind *by using environmentally sound practices; for example, investing in renewable energy will help reach the most remote and mobile populations who are vulnerable and marginalized;*
- 2) It would *ensure equitable prosperity and sustainable growth, while protecting and restoring our planetary resources; and*
- 3) It would leave healthy assets behind for future generations *by building capital – and by that I mean social, economic and environmental capital.*

I firmly believe that the Mediterranean Strategy for Sustainable Development offers the means to implement such an ambitious and integrated vision.

Third, is the notion of addressing inequality.

The richest 1% now control up to 40% of global assets, while the poorest half owns just one per cent. Environmental degradation affects the poor disproportionately. For example, there is a 66% chance of getting asthma if you are living near noxious land uses, and it is the poor usually who live in such areas. Disparities between urban and rural areas are continuing to rise, fueling more migration to cities or within regions. The de-population of rural areas is having devastating effects on sustainable land

management. And there are increasing disparities between large commercial enterprises and small holder systems; for example, just look at the statistics on discarded or wasted fish catch from large operations.

A sustainable development strategy must find ways to achieve prosperity while also managing our resources wisely for a more equitable and inclusive society today and in the future. But we cannot manage what we do not measure – therefore, the attention to addressing inequality in the new agenda has translated into a willingness to disaggregate data beyond the traditional age, sex and race. We now need challenging information such as geographic location of people and other aspects of multi-dimensional poverty or unsustainable consumption and production.

Ladies and Gentlemen

The new global agenda is truly ambitious. But it is not a separate reality; it builds on all existing commitments, such as the Barcelona Convention - which is a unique legally binding regional instrument addressing the coastal and marine ecosystems, that UNEP has been supporting during the last 40 years. The new agenda is not a separate or parallel track – it is consistent with existing agreements and provides added visibility to specific causes and agendas, with the expectation that all existing mechanisms would in turn strengthen policy coherence with the new agenda.

As you may have seen, the Zero draft of the Outcome Document for the September Heads of State Summit has just been released by the Co-facilitators of the negotiations ongoing in the General Assembly. I believe that it effectively captures the depth, innovativeness and transformational aspirations that all stakeholders have been expressing in the past two years.

But to achieve such an agenda, we need to also seriously commit to its means of Implementation.

Member States have recognized the complementarity between 4 sources of finance for sustainable development: domestic public and private, and international public and private. We hope to see a very positive and ambitious outcome from the Finance for Development discussions in Addis Ababa this coming July.

UNEP's Finance Inquiry has also been analyzing the reasons for under-investment in sustainable assets. These are largely due to the dysfunctions of the global financial system, including over-discounting of future risks. But there is also good news:

Leadership by developing countries such as Bangladesh, Brazil and China in developing 'green credit' regulations points to a new phase in international banking standards. In 2014, there was a tripling of 'green bonds' issued; also routine credit ratings are now starting to incorporate sustainability factors such as climate risk.

Global market demand for environmental goods and services is projected to rise from US \$584 billion in 2004 to close to US \$2 trillion by 2020, in particular the global market in low-carbon and energy-efficient technologies.

In addition, we need to see some serious policy reform. For example, natural capital is a critical asset, but such resources are often left out of public and private balance sheets - despite the economic value they bring and the many livelihoods and businesses they support. The SDGs have recognized the need for moving to measures beyond GDP, and I believe that this recognition will help speed up the work being done by the UN Expert Committee on Environmental and Economic Accounting which UNEP supports.

Ladies and Gentlemen, environmentally sound technologies are evolving very quickly.

The new agenda recognizes the need for fostering greater investment in research and development, including local innovation and the value of traditional knowledge. UNEP contributed extensively to the recent “food for thought” paper prepared by the UN system, using experiences from the Climate Technology Centre and Network, the National Cleaner Production Centres, and other similar technology transfer mechanisms. Technology transfer is not just the domain of the private sector – in fact the public sector provides considerable support as well. A global technology facilitation mechanism would be clearly useful – for example through a knowledge hub and a regular forum on science and technology as proposed by the UN system. But these global actions need to be complemented by supportive incentives at the country and regional level, especially through reforms in policies, taxation, subsidies, and public grants for innovation. I am convinced that the MSSD is a vital link in this process.

And last but not least, monitoring, follow-up and review are key elements of ensuring that the new global agenda will be implemented.

Member States are contemplated a multi-layered, voluntary set of actions for monitoring the new agenda. One of these is at the regional level. The existing review mechanisms at sub-regional and regional levels, such as the Mediterranean Commission on Sustainable Development, the African Ministerial Conference on Environment (AMCEN), the League of Arab States Working Group on Biodiversity and Combating Desertification, and the UN Regional Commissions, working together can contribute to mobilizing regional support, building national capacity, and providing a forum for reviewing progress on joint action plans and strategies.

There is a need to further build capacity to better manage and access to information. UNEP has developed initiatives such as UNEP Live and Eye on Earth with the aim of catalyzing the data revolution and providing information and knowledge services at all levels to all stakeholders. Such tools will help Member States to take decisions in real time, and facilitate their reporting requirements to the various conventions. The National Reporting System in particular can also be very useful for both national and regional reports for the SDGs.

UNEP is also supporting the development of the indicator framework for the SDGs, through the Expert Group established within the UN Statistical Commission. Such an ambitious agenda, and the

need for disaggregation of data, will be an incentive for the development of smart indicators, and the nurturing of new and innovative data providers in all regions.

In conclusion Ladies and Gentlemen:

UNEP has been supporting the global process since Rio+20; we have helped clarify the science behind the notion of integration; we have brought the lessons of 20 or more years of developing and implementing global environmental goals; and we are making our programmes and tools such as UNEPLive fit for the purpose of the new agenda.

And it goes without saying that UNEP is a strong believer and supporter of the MSSD; indeed, it is one of the best examples of how global aspirations can be translated and tailored to a diverse region that brings the views of three continents together. The MSSD is a tool by which regional interconnectedness can be fostered for stronger gains in all dimensions of sustainability.

The Sustainable Development Goals are about to be born in four months this September 2015 at the 70th General Assembly – where it will set the course for the future of our generation and the next generations. Government leadership and commitment will be vital towards the final milestone of September 2015. It is a historic opportunity and it needs your efforts in raising awareness of governments and people alike. In the past two years, the UN system has reached out to 7.3 million people, which is truly remarkable, but we have a long way to go to reach out to 7 billion people on this planet.

I regret very much not being able to be with you during the coming days. I thank you for this opportunity to share some views, and wish you the best of success as you deliberate a vision for a shared destiny in the Mediterranean region that is not only coherent with the new global agenda but sets the example for other regions.

Statement on sustainable development, fisheries and aquaculture sectors by Mr. Abdellah Srour, Executive Secretary of the General Fisheries Commission for the Mediterranean (GFCM) / Discours sur le développement durable, les secteurs de la pêche et de l'aquaculture de Monsieur Abdellah Srour Secrétaire Exécutif de la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée (CGPM)

Annexe III
Ordre du Jour

Ordre du jour

- Point 1 de l'ordre du jour:** Ouverture de la Réunion, Discours d'Ouverture, Election du Comité de Pilotage
- Point 2 de l'ordre du jour:** Adoption de l'Ordre du Jour et Organisation des Travaux
- Point 3 de l'ordre du jour:** Progrès Enregistrés dans la Mise en Œuvre des Recommandations de la 15^{ème} Réunion de la CMDD
- Point 4 de l'ordre du jour:** Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable Révisée
- Point 5 de l'ordre du jour:** Réforme de la Commission Méditerranéenne de Développement Durable
- Point 6 de l'ordre du jour:** Processus Global de Définition des Objectifs du Développement Durable (ODD)
- Point 7 de l'ordre du jour:** Bonnes Pratiques: Développement Durable dans la Méditerranée
- Point 8 de l'ordre du jour:** Programme-Cadre Régional sur L'adaptation au Changement Climatique
- Point 9 de l'ordre du jour:** Plan Régional pour la Consommation et la Production Durables
- Point 10 de l'ordre du jour:** Lieu de la Prochaine Réunion de la CMDD et Questions Diverses
- Point 11 de l'ordre du jour:** Adoption des Conclusions et Recommandations de la Réunion
- Point 12 de l'ordre du jour:** Clôture de la Réunion